

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1953 No. 11

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

Protocol bij het op 19 Juni 1951 te Londen gesloten Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag — nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten — nopens de rechtspositie van internationale militaire hoofdkwartieren, ingesteld uit hoofde van het Noord-Atlantisch Verdrag; Parijs, 28 Augustus 1952

B. TEKST

**Protocole sur le Statut des Quartiers Généraux militaires
internationaux créés en vertu du Traité
de l'Atlantique Nord**

Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord signé à Washington le 4 avril 1949,

Considérant que des Quartiers Généraux militaires internationaux pourront être établis sur leurs territoires par accords particuliers conclus en vertu du Traité de l'Atlantique Nord,

Désireux de définir le statut de ces Quartiers Généraux et du personnel y appartenant, lorsqu'ils se trouvent dans la région du Traité de l'Atlantique Nord,

Sont convenus du présent Protocole à la Convention sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951:

Article 1

Dans le présent Protocole:

(a) Par „Convention”, on entend la Convention signée à Londres le 19 juin 1951 par les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces;

(b) Par „Quartier Général Suprême”, on entend le Quartier Général Suprême des Forces Alliées en Europe, le Quartier Générale Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique et tout autre Quartier Général équivalent institué en vertu du Traité de l'Atlantique Nord;

(c) Par „Quartier Général Interallié”, on entend tout Quartier Général Suprême et tout Quartier Général militaire international créé en vertu du Traité de l'Atlantique Nord et directement subordonné à un Quartier Général Suprême;

(d) Par „Conseil de l'Atlantique Nord”, on entend le Conseil institué en vertu de l'Article 9 du Traité de l'Atlantique Nord, ou chacun des organismes subsidiaires autorisés à agir en son nom.

Article 2

Sous réserve des dispositions ci-après du présent Protocole, la Convention s'appliquera aux Quartiers Généraux Interalliés établis sur le territoire d'un Etat Partie au présent Protocole dans la zone du Traité de l'Atlantique Nord, ainsi qu'au personnel militaire et civil de ces Quartiers Généraux et aux personnes à charge de ce personnel, compris dans les définitions des alinéas (a), (b) et (c) du paragraphe 1 de l'Article 3 du présent Protocole, lorsque ce personnel se trouve sur l'un des territoires visés ci-dessus pour l'exécution du service ou, dans le cas des personnes à charge, pour les besoins du service du conjoint ou du parent.

**Protocol on the status of international military Headquarters
set up pursuant to the North Atlantic Treaty**

The Parties to the North Atlantic Treaty signed in Washington on 4th April, 1949.

Considering that international military Headquarters may be established in their territories, by separate arrangement, under the North Atlantic Treaty, and

Desiring to define the status of such Headquarters and of the personnel thereof within the North Atlantic Treaty area,

Have agreed to the present Protocol to the Agreement signed in London on 19th June, 1951, regarding the Status of their Forces:

Article 1

In the present Protocol the expression

(a) "the Agreement" means the Agreement signed in London on 19th June, 1951, by the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the Status of their Forces;

(b) "Supreme Headquarters" means Supreme Headquarters Allied Powers in Europe, Headquarters of the Supreme Allied Commander Atlantic and any equivalent international military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty;

(c) "Allied Headquarters" means any Supreme Headquarters and any international military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty which is immediately subordinate to a Supreme Headquarters;

(d) "North Atlantic Council" means the Council established by Article 9 of the North Atlantic Treaty or any of its subsidiary bodies authorised to act on its behalf.

Article 2

Subject to the following provisions of this Protocol, the Agreement shall apply to Allied Headquarters in the territory of a Party to the present Protocol in the North Atlantic Treaty area, and to the military and civilian personnel of such Headquarters and their dependents included in the definitions in sub-paragraphs (a), (b) and (c) of paragraph 1 of Article 3 of this Protocol, when such personnel are present in any such territory in connection with their official duties or, in the case of dependents, the official duties of their spouse or parent.

Article 3

1. Pour l'application de la Convention à un Quartier Général Interallié, les expressions „force”, „élément civil” et „personne à charge”, chaque fois qu'elles figurent dans la Convention, ont la signification suivante:

(a) Par „force”, on entend le personnel affecté à un Quartier Général Interallié et qui appartient aux Armées de terre, de mer ou de l'air de tout Etat Partie au Traité de l'Atlantique Nord;

(b) Par „élément civil”, on entend le personnel civil qui n'est ni apatride, ni national d'un Etat non Partie au Traité de l'Atlantique Nord, non plus que national de l'Etat de séjour, ni une personne qui a sa résidence habituelle dans cet Etat, et (i) qui est affecté au Quartier Général Interallié et employé par l'une des Forces armées de l'un des Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord, ou (ii) qui appartient à certaines catégories de personnel civil employé par le Quartier Général Interallié arrêtées par le Conseil de l'Atlantique Nord;

(c) Par „personne à charge”, on entend le conjoint d'un membre d'une force ou d'un élément civil définis aux alinéas (a) et (b) du présent paragraphe ou les enfants qui sont à leur charge.

2. Un Quartier Général Interallié est considéré comme une force pour l'application de l'Article II, du paragraphe 2 de l'Article V, du paragraphe 10 de l'Article VII, des paragraphes 2, 3, 4, 7 et 8 de l'Article IX, et de l'Article XIII de la Convention.

Article 4

Les droits et obligations que la Convention confère ou impose à un Etat d'origine ou à ses autorités au sujet de ses forces, de ses éléments civils ou de leurs personnes à charge, seront, en ce qui concerne les Quartiers Généraux Interalliés, leur personnel et les personnes à charge de ce personnel auxquels s'applique la Convention en vertu de l'Article 2 du présent Protocole, conférés ou dévolus au Quartier Général Suprême approprié et aux autorités qui en relèvent, sous les réserves ci-après:

(a) le droit qui est donné par l'Article VII de la Convention aux autorités militaires de l'Etat d'origine d'exercer les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire est conféré aux autorités militaires de l'Etat dont la loi militaire s'applique éventuellement à la personne intéressée;

(b) les obligations imposées à l'Etat d'origine ou à ses autorités par l'Article II, par le paragraphe 4 de l'Article III, par les paragraphes 5 (a) et 6 (a) de l'Article VII, par les paragraphes 9 et 10 de l'Article VIII et par l'Article XIII de la Convention incombent

Article 3

1. For the purpose of applying the Agreement to an Allied Headquarters the expressions "force", "civilian component" and "dependent", wherever they occur in the Agreement, shall have the meanings set out below:

(a) "force" means the personnel attached to the Allied Headquarters who belong to the land, sea or air armed services of any Party to the North Atlantic Treaty;

(b) "civilian component" means civilian personnel who are not stateless persons, nor nationals of any State which is not a Party to the Treaty, nor nationals of, nor ordinarily resident in the receiving State, and who are (i) attached to the Allied Headquarters and in the employ of an armed service of a Party to the North Atlantic Treaty or (ii) in such categories of civilian personnel in the employ of the Allied Headquarters as the North Atlantic Council shall decide;

(c) "dependent" means the spouse of a member of a force or civilian component, as defined in sub-paragraphs (a) and (b) of this paragraph, or a child of such member depending on him or her for support.

2. An Allied Headquarters shall be considered to be a force for the purposes of Article II, paragraph 2 of Article V, paragraph 10 of Article VII, paragraphs 2, 3, 4, 7 and 8 of Article IX, and Article XIII, of the Agreement.

Article 4

The rights and obligations which the Agreement gives to or imposes upon the sending State or its authorities in respect of its forces or their civilian components or dependents shall, in respect of an Allied Headquarters and its personnel and their dependents to whom the Agreement applies in accordance with Article 2 of the present Protocol, be vested in or attached to the appropriate Supreme Headquarters and the authorities responsible under it, except that

(a) the right which is given by Article VII of the Agreement to the military authorities of the sending State to exercise criminal and disciplinary jurisdiction shall be vested in the military authorities of the State, if any, to whose military law the person concerned is subject;

(b) the obligations imposed upon the sending State or its authorities by Article II, paragraph 4 of Article III, paragraphs 5 (a) and 6 (a) of Article VII, paragraphs 9 and 10 of Article VIII, and Article XIII, of the Agreement, shall attach both to the Allied

à la fois au Quartier Général Interallié et à l'Etat dont les forces armées, ou tout membre ou employé de ces forces armées, ou la personne à charge de ce membre ou employé sont en cause;

(c) pour l'application des paragraphes 2 (a) et 5 de l'Article III et de l'Article XIV de la Convention, et dans le cas des membres d'une force ou des personnes à leur charge, l'Etat d'origine est l'Etat aux forces armées duquel ce membre appartient, ou, dans le cas de membres d'un élément civil ou de personnes à leur charge, l'Etat par les forces armées duquel ce membre est employé;

(d) les obligations imposées à l'Etat d'origine en vertu des paragraphes 6 et 7 de l'Article VIII de la Convention incombent à l'Etat aux forces armées duquel appartient la personne dont l'acte ou la négligence a été à l'origine de la demande d'indemnité, ou, dans le cas d'un membre d'un élément civil, à l'Etat par les forces armées duquel il est employé, ou, à défaut d'un tel Etat, au Quartier Général Interallié auquel la personne en question appartient.

Pour la désignation d'un arbitre, en application du paragraphe 8 de l'Article VIII, les droits de l'Etat d'origine sont exercés à la fois par le Quartier Général Interallié intéressé, et par l'Etat auquel incombent, le cas échéant, les obligations définies par le présent paragraphe.

Article 5

Tout membre d'un Quartier Général Interallié doit être porteur d'une carte d'identité personnelle, délivrée par ce Quartier Général, munie d'une photographie et mentionnant les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, rang ou grade, numéro matricule s'il y a lieu, et la durée de validité de la carte. Cette carte doit être produite à toute réquisition.

Article 6

1. L'obligation de renoncer à toute demande d'indemnité imposée aux Parties Contractantes en vertu de l'Article VIII de la Convention s'applique à la fois aux Quartiers Généraux Interalliés et à tout Etat Partie au présent Protocole intéressés.

2. Pour l'application des paragraphes 1 et 2 de l'Article VIII de la Convention:

(a) Sont considérés comme biens appartenant à la Partie Contractante et utilisés par ses forces armées tous biens appartenant à un Quartier Général Interallié ou tous biens d'un Etat Partie au présent Protocole utilisés par un Quartier Général Interallié;

(b) Est considéré comme dommage causé par un membre des forces armées de la Partie Contractante ou par un employé de ces forces, tout dommage causé par un membre d'une force ou d'un élément civil, tels qu'ils sont définis au paragraphe 1 de l'Article 3 du présent Protocole, ou par tout autre employé d'un Quartier Général Interallié;

Headquarters and to any State whose armed service, or any member or employee of whose armed service, or the dependent of such member or employee, is concerned;

(c) for the purposes of paragraphs 2 (a) and 5 of Article III, and Article XIV, of the Agreement, the sending State shall be, in the case of members of a force and their dependents, the State to whose armed service the member belongs, or, in the case of members of a civilian component and their dependents, the State, if any, by whose armed service the member is employed;

(d) the obligations imposed on the sending State by virtue of paragraphs 6 and 7 of Article VIII of the Agreement shall attach to the State to whose armed service the person belongs whose act or omission has given rise to the claim or, in the case of a member of a civilian component, to the State by whose armed service he is employed or, if there is no such State, to the Allied Headquarters of which the person concerned is a member.

Both the State, if any, to which obligations attach under this paragraph and the Allied Headquarters concerned shall have the rights of the sending State in connection with the appointment of an arbitrator under paragraph 8 of Article VIII.

Article 5

Every member of an Allied Headquarters shall have a personal identity card issued by the Headquarters showing names, date and place of birth, nationality, rank or grade, number (if any), photograph and period of validity. This card must be presented on demand.

Article 6

1. The obligations to waive claims imposed on the Contracting Parties by Article VIII of the Agreement shall attach both to the Allied Headquarters and to any Party to this Protocol concerned.

2. For the purposes of paragraphs 1 and 2 of Article VIII of the Agreement,

(a) property owned by an Allied Headquarters or by a Party to this Protocol and used by an Allied Headquarters shall be deemed to be property owned by a Contracting Party and used by its armed services;

(b) damage caused by a member of a force or civilian component as defined in paragraph 1 of Article 3 of this Protocol or by any other employee of an Allied Headquarters shall be deemed to be damage caused by a member or employee of the armed services of a Contracting Party;

(c) Les dispositions du paragraphe 3 de l'Article VIII de la Convention s'appliquent à un Quartier Général Interallié considéré comme „Partie Contractante” aux termes dudit paragraphe.

3. Les demandes d'indemnités visées au paragraphe 5 de l'Article VIII de la Convention comprendront les demandes d'indemnité (autres que celles résultant de l'application d'un contrat et que celles auxquelles les paragraphes 6 et 7 de cet Article sont applicables) du chef d'actes ou de négligences d'un employé du Quartier Général Interallié, ou de tout autre acte, négligence ou incident dont un Quartier Général Interallié est légalement responsable et qui ont causé, sur le territoire d'un Etat de séjour, des dommages à un tiers autre que l'une des Parties au présent Protocole.

Article 7

1. L'exonération d'impôts accordée en vertu de l'Article X de la Convention aux membres d'une force ou d'un élément civil en ce qui concerne leurs traitements et émoluments s'applique, dans le cas du personnel d'un Quartier Général Interallié répondant aux définitions données dans les paragraphes 1 (a) et (b) (i) de l'Article 3 du présent Protocole, aux traitements et émoluments qui leur sont payés en cette qualité par la force armée à laquelle ils appartiennent ou par laquelle ils sont employés, sous réserve toutefois que l'exonération accordée en vertu de ce paragraphe aux membres ou employés en question ne s'applique pas à l'impôt mis en recouvrement par le pays dont ils ont la nationalité.

2. Les employés d'un Quartier Général Interallié appartenant aux catégories arrêtées par le Conseil de l'Atlantique Nord sont exonérés de l'impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont versés en cette qualité par le Quartier Général Interallié. Toutefois, une Partie au présent Protocole pourra conclure avec le Quartier Général intéressé des arrangements permettant à ladite Partie de recruter et d'affecter au Quartier Général intéressé ses propres ressortissants (exception faite, si cette Partie le désire, de tout ressortissant ne résidant pas habituellement sur son territoire), devant faire partie du personnel du Quartier Général. Elle paiera dans ce cas les traitements et émoluments desdites personnes sur ses propres fonds, selon un barème déterminé par elle. Ces traitements et émoluments pourront faire l'objet d'une imposition de la part de la Partie en question mais ne pourront être imposés par une autre Partie. Si un arrangement de cette nature conclu par une des Parties au présent Protocole est par la suite modifié ou dénoncé, les Parties au présent Protocole ne seront plus obligées, en vertu de la première clause du présent paragraphe, d'exonérer de l'impôt les traitements et émoluments payés à leurs propres ressortissants.

(c) the definition of the expression "owned by a Contracting Party" in paragraph 3 of Article VIII shall apply in respect of an Allied Headquarters.

3. The claims to which paragraph 5 of Article VIII of the Agreement applies shall include claims (other than contractual claims and claims to which paragraphs 6 or 7 of that Article apply) arising out of acts or omissions of any employee of an Allied Headquarters, or out of any other act, omission or occurrence for which an Allied Headquarters is legally responsible, and causing damage in the territory of a receiving State to third parties, other than any of the Parties to this Protocol.

Article 7

1. The exemption from taxation accorded under Article X of the Agreement to members of a force or civilian component in respect of their salaries and emoluments shall apply, as regards personnel of an Allied Headquarters within the definitions in paragraph 1 (a) and (b) (i) of Article 3 of this Protocol, to salaries and emoluments paid to them as such personnel by the armed service to which they belong or by which they are employed, except that this paragraph shall not exempt any such member or employee from taxation imposed by a State of which he is a national.

2. Employees of an Allied Headquarters of categories agreed by the North Atlantic Council, shall be exempted from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the Allied Headquarters in their capacity as such employees. Any Party to the present Protocol may, however, conclude an arrangement with the Allied Headquarters whereby such Party will employ and assign to the Allied Headquarters all of its nationals (except, if such Party so desires, any not ordinarily resident within its territory) who are to serve on the staff of the Allied Headquarters and pay the salaries and emoluments of such persons from its own funds, at a scale fixed by it. The salaries and emoluments so paid may be taxed by the Party concerned but shall be exempted from taxation by any other Party. If such an arrangement is entered into by any Party to the present Protocol and is subsequently modified or terminated, Parties to the present Protocol shall no longer be bound under the first sentence of this paragraph to exempt from taxation the salaries and emoluments paid to their nationals.

Article 8

1. En vue de faciliter l'établissement, la construction, l'entretien et le fonctionnement des Quartiers Généraux Interalliés, ces Quartiers Généraux sont exonérés, dans toute la mesure du possible, des droits et taxes afférents aux dépenses supportées par eux dans l'intérêt de la défense commune et pour leur avantage officiel et exclusif, et chaque Partie au présent Protocole procédera à des négociations avec les Quartiers Généraux établis sur son territoire en vue de conclure un accord à cet effet.

2. Tout Quartier Général Interallié jouit des droits accordés à une force en vertu de l'Article XI de la Convention et ce, dans les mêmes conditions.

3. Les dispositions prévues aux paragraphes 5 et 6 de l'Article XI de la Convention ne s'appliquent pas aux nationaux de l'Etat de séjour, à moins que ces nationaux n'appartiennent aux forces armées d'un Etat Partie au présent Protocole autre que l'Etat de séjour.

4. L'expression „droits et taxes” employée dans cet Article ne comprend pas les taxes perçues en rémunération de services rendus.

Article 9

Sauf en cas de décision contraire du Conseil de l'Atlantique Nord:

(a) Les avoirs acquis au moyen des fonds internationaux d'un Quartier Général Interallié sur son budget en capital qui cessent d'être nécessaires à ce Quartier Général seront liquidés dans le cadre d'arrangements approuvés par le Conseil de l'Atlantique Nord et le produit de cette liquidation sera réparti entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord ou porté à leur crédit au prorata de leurs contributions aux dépenses en capital de ce Quartier Général. L'Etat de séjour aura priorité pour acquérir toute propriété immobilière ainsi liquidée sur son territoire, à condition qu'il n'offre pas des conditions moins avantageuses que celle proposées par un tiers;

(b) Les terrains, bâtiments ou installations fixes mis à disposition d'un Quartier Général Interallié par l'Etat de séjour sans aucune charge pour le Quartier Général (autre qu'une charge nominale) et cessant d'être nécessaires à ce Quartier Général, seront rendus à l'Etat de séjour, et toute plus ou moins-value des biens immobiliers fournis par l'Etat de séjour résultant de leur utilisation par ce Quartier Général sera déterminée par le Conseil de l'Atlantique Nord (prenant en considération toute loi de l'Etat de séjour applicable en l'occurrence) et répartie entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord ou portée, soit à leur crédit, soit leur débit, au prorata de leurs contributions aux dépenses en capital de ce Quartier Général.

Article 8

1. For the purpose of facilitating the establishment, construction, maintenance and operation of Allied Headquarters, these Headquarters shall be relieved, so far as practicable, from duties and taxes, affecting expenditures by them in the interest of common defense and for their official and exclusive benefit, and each Party to the present Protocol shall enter into negotiations with any Allied Headquarters operating in its territory for the purpose of concluding an agreement to give effect to this provision.

2. An Allied Headquarters shall have the rights granted to a force under Article XI of the Agreement subject to the same conditions.

3. The provisions in paragraphs 5 and 6 of Article XI of the Agreement shall not apply to nationals of the receiving States, unless such nationals belong to the armed services of a Party to this Protocol other than the receiving State.

4. The expression "duties and taxes" in this Article does not include charges for services rendered.

Article 9

Except in so far as the North Atlantic Council may decide otherwise,

(a) any assets acquired from the international funds of an Allied Headquarters under its capital budget and no longer required by the Headquarters shall be disposed of under arrangements approved by the North Atlantic Council and the proceeds shall be distributed among or credited to the Parties to the North Atlantic Treaty in the proportions in which they have contributed to the capital costs of the Headquarters. The receiving State shall have the prior right to acquire any immovable property so disposed of in its territory, provided that it offers terms no less favourable than those offered by any third party;

(b) any land, buildings or fixed installations provided for the use of an Allied Headquarters by the receiving State without charge to the Headquarters (other than a nominal charge) and no longer required by the Headquarters shall be handed back to the receiving State, and any increase or loss in the value of the property provided by the receiving State resulting from its use by the Headquarters shall be determined by the North Atlantic Council (taking into consideration any applicable law of the receiving State) and distributed among or credited or debited to the Parties to the North Atlantic Treaty in the proportions in which they have contributed to the capital costs of the Headquarters.

Article 10

Chaque Quartier Général Suprême a la capacité juridique. Il a la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner. Toutefois, l'Etat de séjour peut soumettre l'exercice de cette capacité à des accords particuliers entre lui-même et le Quartier Général Suprême ou tout Quartier Général subordonné agissant au nom du Quartier Général Suprême.

Article 11

1. Sous réserve des dispositions de l'Article VIII de la Convention, un Quartier Général Suprême peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant. Toutefois, il pourra être convenu entre le Quartier Général Suprême ou tout Quartier Général Interallié subordonné autorisé par lui, d'une part, et l'Etat de séjour, d'autre part, que ce dernier lui sera subrogé devant les tribunaux de cet Etat pour l'exercice des actions auxquelles le Quartier Général sera Partie.

2. Aucune mesure d'exécution ou tendant soit à l'appréhension, soit à la description de biens ou fonds, ne peut être prise contre un Quartier Général Interallié, si ce n'est aux fins définies au paragraphe 6 (a) de l'Article VII et à l'Article XIII de la Convention.

Article 12

1. Pour le fonctionnement de son budget international, un Quartier Général Interallié peut détenir des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie.

2. Les Parties au présent Protocole, à la demande d'un Quartier Général Interallié, faciliteront les transferts entre les pays des fonds de ce Quartier Général et la conversion de toute devise détenue par un Quartier Général Interallié en une autre devise quelconque lorsque ces opérations seront nécessaires pour répondre aux besoins d'un Quartier Général Interallié.

Article 13

Les archives et autres documents officiels d'un Quartier Général Interallié conservés dans les locaux affectés à ce Quartier Général ou détenus par tout membre de ce Quartier Général dûment autorisé sont inviolables sauf au cas où le Quartier Général aurait renoncé à cette immunité. A la demande de l'Etat de séjour et en présence d'un Représentant de cet Etat, le Quartier Général vérifiera la nature des documents, afin de constater s'ils sont couverts par l'immunité visée au présent Article.

Article 14

1. Tout ou partie du présent Protocole ou de la Convention peut, par décision du Conseil de l'Atlantique Nord, être appliqué à

Article 10

Each Supreme Headquarters shall possess juridical personality; it shall have the capacity to conclude contracts and to acquire and dispose of property. The receiving State may, however, make the exercise of such capacity subject to special arrangements between it and the Supreme Headquarters or any subordinate Allied Headquarters acting on behalf of the Supreme Headquarters.

Article 11

1. Subject to the provisions of Article VIII of the Agreement, a Supreme Headquarters may engage in legal proceedings as claimant or defendant. However, the receiving State and the Supreme Headquarters or any subordinate Allied Headquarters authorised by it may agree that the receiving State shall act on behalf of the Supreme Headquarters in any legal proceedings to which that Headquarters is a party before the courts of the receiving State.

2. No measure of execution or measure directed to the seizure or attachment of its property or funds shall be taken against any Allied Headquarters, except for the purposes of paragraph 6 (a) of Article VII and Article XIII of the Agreement.

Article 12

1. To enable it to operate its international budget, an Allied Headquarters may hold currency of any kind and operate accounts in any currency.

2. The Parties to the present Protocol shall, at the request of an Allied Headquarters, facilitate transfers of the funds of such Headquarters from one country to another and the conversion of any currency held by an Allied Headquarters into any other currency, when necessary to meet the requirements of any Allied Headquarters.

Article 13

The archives and other official documents of an Allied Headquarters kept in premises used by those Headquarters or in the possession of any properly authorised member of the Headquarters shall be inviolable, unless the Headquarters has waived this immunity. The Headquarters shall, at the request of the receiving State and in the presence of a representative of that State, verify the nature of any documents to confirm that they are entitled to immunity under this Article.

Article 14

1. The whole or any part of the present Protocol or of the Agreement may be applied, by decision of the North Atlantic Coun-

tout Quartier Général militaire international ou à toute organisation militaire internationale (n'entrant pas dans les définitions figurant aux paragraphes (b) et (c) de l'Article 1 du présent Protocole) institués en vertu du Traité de l'Atlantique Nord.

2. Lorsque la Communauté Européenne de Défense sera créée, le présent Protocole pourra être appliqué aux membres du personnel des Forces Européennes de Défense attachés à un Quartier Général Interallié et à leurs personnes à charge, dans des conditions à fixer par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Article 15

Toute contestation entre les Parties à ce Protocole ou entre elles et un Quartier Général Interallié sur l'interprétation ou l'application du présent Protocole est réglée par négociations entre les Parties intéressées sans recours à une juridiction extérieure. Sauf dans les cas où le présent Protocole ou la Convention contiennent une disposition contraire, les contestations qui ne peuvent pas être réglées par négociations directes sont portées devant le Conseil de l'Atlantique Nord.

Article 16

1. Les Articles XV et XVII à XX de la Convention sont applicables dans le cas du présent Protocole comme s'ils en faisaient partie intégrante, mais dans des conditions telles que le présent Protocole pourra être révisé, suspendu, ratifié, signé, dénoncé ou reconduit conformément à ces dispositions indépendamment de la Convention.

2. Le présent Protocole pourra être complété par des accords bilatéraux entre l'Etat de séjour et un Quartier Général Suprême; les autorités d'un Etat de séjour et un Quartier Général Suprême pourront convenir de donner effet par des dispositions administratives, avant la ratification, à toute disposition du présent Protocole ou de la Convention que l'Etat de séjour aura décidé d'appliquer.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 28 août 1952, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un simple exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en transmettra des copies authentiques à tous les Etats signataires et adhérents.

Pour le Royaume de Belgique
For the Kingdom of Belgium

ANDRÉ de STAERCKE

cil, to any international military Headquarters or organisation (not included in the definitions in paragraphs (b) and (c) of Article 1 of this Protocol) which is established pursuant to the North Atlantic Treaty.

2. When the European Defence Community comes into being, the present Protocol may be applied to the personnel of the European Defence Forces attached to an Allied Headquarters and their dependents at such time and in such manner as may be determined by the North Atlantic Council.

Article 15

All differences between the Parties to the present Protocol or between any such Parties and any Allied Headquarters relating to the interpretation or application of the Protocol shall be settled by negotiation between the parties in dispute without recourse to any outside jurisdiction. Except where express provision is made to the contrary in the present Protocol or in the Agreement, differences which cannot be settled by direct negotiation shall be referred to the North Atlantic Council.

Article 16

1. Articles XV and XVII to XX of the Agreement shall apply as regards the present Protocol as if they were an integral part thereof, but so that the Protocol may be reviewed, suspended; ratified, acceded to, denounced or extended in accordance with those provisions independently from the Agreement.

2. The present Protocol may be supplemented by bilateral agreement between the receiving State and a Supreme Headquarters, and the authorities of a receiving State and a Supreme Headquarters may agree to give effect, by administrative means in advance of ratification, to any provisions of this Protocol or of the Agreement as applied by it.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done in Paris this 28th day of August 1952, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America. The Government of the United States of America shall transmit certified copies thereof to all the signatory and acceding States.

Pour le Canada
For Canada

A.D.P. HEENEY

Pour le Royaume de Danemark
For the Kingdom of Denmark

SANDAGER JEPPESEN

Pour les Etats-Unis d'Amérique
For the United States of America

WILLIAM H. DRAPER, Jr.

Pour la France
For France

HERVÉ ALPHAND

Pour le Royaume de Grèce
For the Kingdom of Greece

PAN. PIPINELIS

Pour l'Islande
For Iceland

GUNNLAUGUR PÉTURSSON

Pour l'Italie
For Italy

A. ROSSI-LONGHI

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
For the Grand Duchy of Luxembourg

G. HEISBOURG

Pour le Royaume de Norvège
For the Kingdom of Norway

S. CHR. SOMMERFELT

Pour le Royaume des Pays-Bas
For the Kingdom of the Netherlands

A.W.L. TJARDA van STARKENBORGH STACHOUWER

Pour le Portugal
For Portugal

H. CALDEIRA QUEIROZ

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

FR. HOYER MILLAR

Pour la Turquie
For Turkey

TAHA CARIN

C. VERTALING

**Protocol nopens de rechtspositie van internationale militaire
hoofdkwartieren, ingesteld uit hoofde van het
Noord-Atlantisch Verdrag**

De Staten welke partij zijn bij het op 4 April 1949 te Washington ondertekende Noord-Atlantisch Verdrag,

Overwegende, dat uit hoofde van het Noord-Atlantisch Verdrag, bij afzonderlijke regeling internationale militaire hoofdkwartieren kunnen worden gevestigd op hun grondgebied, en

Verlangende, de rechtspositie van zodanige hoofdkwartieren en van het personeel daarvan binnen het gebied van het Noord-Atlantisch Verdrag te bepalen,

Hebben overeenstemming bereikt omtrent dit Protocol behorende bij het op 19 Juni 1951 te Londen ondertekende Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten:

Artikel 1

In dit Protocol wordt verstaan onder:

(a) „het Verdrag”, het Verdrag op 19 Juni 1951 te Londen ondertekend door de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag, nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten;

(b) „Algemeen Hoofdkwartier”, het algemeen hoofdkwartier van de Geallieerde Mogendheden in Europa en het Hoofdkwartier van de Geallieerde Opperbevelhebber op de Atlantische Oceaan, alsook elk daarmee gelijkgesteld internationaal militair hoofdkwartier ingesteld uit hoofde van het Noord-Atlantisch Verdrag;

(c) „Geallieerd Hoofdkwartier”, elk Algemeen Hoofdkwartier, alsook elk internationaal militair hoofdkwartier ingesteld uit hoofde van het Noord-Atlantisch Verdrag, dat rechtstreeks ondergeschikt is aan een Algemeen Hoofdkwartier;

(d) „Noord-Atlantische Raad”, de Raad ingesteld krachtens artikel 9 van het Noord-Atlantisch Verdrag, of één van zijn hulporganen, bevoegd om namens hem te handelen.

Artikel 2

Behoudens de volgende bepalingen van dit Protocol is het Verdrag van toepassing op de Geallieerde Hoofdkwartieren op het in het gebied van het Noord-Atlantisch Verdrag gelegen grondgebied van een Staat welke partij is bij dit Protocol, en op het militaire en burgerpersoneel van zodanige hoofdkwartieren en hun gezinsleden, begrepen in de omschrijving in de alinea's (a), (b) en (c) van lid 1 van artikel 3 van dit Protocol, wanneer dit personeel zich bevindt op een zodanig grondgebied voor de uitoefening van de dienst of, indien het de gezinsleden betreft, voor de uitoefening van de dienst van de echtgenoot of ouder.

Artikel 3

1. Voor de toepassing van het Verdrag op een Geallieerd Hoofdkwartier wordt onder de uitdrukkingen „krijgsmacht”, „civiele dienst” en „gezinslid”, waar zij ook in het Verdrag mogen voorkomen, verstaan:

(a) onder „krijgsmacht”, het personeel dat verbonden is aan het Geallieerd Hoofdkwartier en behoort tot de land-, zee- of luchtmacht van elke Staat welke partij is bij het Noord-Atlantisch Verdrag;

(b) onder „civiele dienst” het burgerpersoneel, met uitzondering van staatloze personen of onderdanen van een Staat welke niet partij is bij het Noord-Atlantisch Verdrag, of onderdanen van de Staat van verblijf, of personen die aldaar hun verblijfplaats plegen te hebben, indien dit personeel (i) verbonden is aan het Geallieerd Hoofdkwartier en in dienst is bij een der strijdkrachten van een Staat welke partij is bij het Noord-Atlantisch Verdrag, of (ii) valt onder een zodanige categorie van burgerpersoneel in dienst van het Geallieerd Hoofdkwartier als zal worden vastgesteld door de Noord-Atlantische Raad;

(c) onder „gezinslid”, de echtgenoot van een lid van een krijgsmacht of van een civiele dienst als omschreven in de alinea's (a) en (b) van dit lid, of kinderen, die van hem of haar afhankelijk zijn voor hun onderhoud.

2. Voor de toepassing van artikel II, lid 2 van artikel V, lid 10 van artikel VII, de leden 2, 3, 4, 7 en 8 van artikel IX, en artikel XIII van het Verdrag, wordt een Geallieerd Hoofdkwartier beschouwd als een krijgsmacht.

Artikel 4

De rechten en verplichtingen welke het Verdrag verleent of oplegt aan de Staat van herkomst of aan de autoriteiten van die Staat, met betrekking tot diens krijgsmacht of de daarbij behorende civiele diensten of gezinsleden, zullen ten aanzien van een Geallieerd Hoofdkwartier en zijn personeel met de gezinsleden op wie het Verdrag van toepassing is in overeenstemming met artikel 2 van dit Protocol,

toekomen aan en rusten op het desbetreffende Algemene Hoofdkwartier en de daaronder ressorterende verantwoordelijke autoriteiten, met dien verstande, dat

(a) het recht dat krachtens artikel VII van het Verdrag aan de militaire autoriteiten van de Staat van herkomst wordt verleend om de bevoegdheden op strafrechtelijk en krijgstuchtelijk gebied uit te oefenen, toekomt aan de militaire autoriteiten van de Staat aan welks militaire wetgeving de betrokkene eventueel onderworpen is;

(b) de verplichtingen aan de Staat van herkomst of diens autoriteiten opgelegd krachtens artikel II, lid 4 van artikel III, de leden 5 (a) en 6 (b) van artikel VII, de leden 9 en 10 van artikel VIII, en artikel XIII van het Verdrag rusten zowel op het Geallieerd Hoofdkwartier als op alle Staten welke strijdkrachten, met inbegrip van elk van haar leden of werknemers en de bij dezen behorende gezinsleden, in het geding zijn;

(c) voor de toepassing van de leden 2 (a) en 5 van artikel III, en van artikel XIV van het Verdrag, de Staat van herkomst, ingeval het leden van een krijgsmacht of hun gezinsleden betreft, de Staat is tot wiens strijdkrachten de leden behoren, dan wel, ingeval het leden van een civiele dienst of hun gezinsleden betreft, de Staat (zo deze er is) bij wiens strijdkrachten de leden in dienst zijn;

(d) de verplichtingen opgelegd aan de Staat van herkomst krachtens de leden 6 en 7 van artikel VIII van het Verdrag rusten op de Staat tot wiens strijdkrachten degene behoort, wiens handelen of nalaten aanleiding tot de vordering gaf, of, ingeval het een lid van een civiele dienst betreft, op de Staat bij wiens strijdkrachten hij in dienst is, of, mocht er geen zodanige Staat zijn, op het Geallieerde Hoofdkwartier waarvan de betrokkene deel uitmaakt.

Zowel de Staat (zo deze er is) op welke de verplichtingen krachtens dit lid rusten, als het betrokken Geallieerd Hoofdkwartier bezitten de rechten van de Staat van herkomst, ten aanzien van de benoeming van een arbiter krachtens lid 8 van artikel VIII.

Artikel 5

Elk lid van een Geallieerd Hoofdkwartier dient in het bezit te zijn van een persoonlijk identiteitsbewijs, afgegeven door het Hoofdkwartier en voorzien van naam en voornamen, datum en plaats van geboorte, nationaliteit, rang of graad (stand), (eventueel) leger- of stamboeknummer, photo en geldigheidsduur. Dit bewijs moet op vordering worden getoond.

Artikel 6

1. De bij artikel VIII van het Verdrag aan de Verdragsluitende Partijen opgelegde verplichtingen om afstand te doen van vorderingen rusten zowel op het betrokken Geallieerd Hoofdkwartier als op iedere betrokken Staat welke partij is bij dit Protocol.

2. Voor de toepassing van de leden 1 en 2 van artikel VIII van het Verdrag,

(a) worden eigendommen van een Geallieerd Hoofdkwartier of van een Staat welke partij is bij dit Protocol, welke in gebruik zijn bij een Geallieerd Hoofdkwartier geacht te zijn eigendommen van een Verdragsluitende Partij, welke in gebruik zijn bij haar strijdkrachten;

(b) wordt schade, veroorzaakt door een lid van een krijgsmacht of van een civiele dienst als omschreven in lid 1 van artikel 3 van dit Protocol, of door een andere werknemer van een Geallieerd Hoofdkwartier, geacht te zijn schade veroorzaakt door een lid of werknemer van de strijdkrachten van een Verdragsluitende Partij;

(c) is de omschrijving van de uitdrukking „eigendom van een Verdragsluitende Partij” in lid 3 van artikel VIII van toepassing ten aanzien van een Geallieerd Hoofdkwartier.

3. De vorderingen waarop lid 5 van artikel VIII van het Verdrag van toepassing is, omvatten vorderingen (behoudens vorderingen uit overeenkomst en behoudens die vorderingen waarop de leden 6 en 7 van dat artikel van toepassing zijn) voortvloeiende uit een handelen of nalaten van een werknemer van een Geallieerd Hoofdkwartier, of uit enig ander handelen, nalaten of gebeuren voor hetwelk een Geallieerd Hoofdkwartier wettelijk aansprakelijk is en hetwelk op het grondgebied van een Staat van verblijf schade toebrengt aan derden, niet zijnde één van de Staten welke partij zijn bij dit Protocol.

Artikel 7

1. De vrijstelling van belasting, krachtens artikel X van het Verdrag verleend aan leden van een krijgsmacht of civiele dienst met betrekking tot hun salarissen en emolumenten is, ten aanzien van personeel van een Geallieerd Hoofdkwartier als omschreven in lid 1 (a) en (b) (i) van artikel 3 van dit Protocol, van toepassing op salarissen en emolumenten aan dit personeel als zodanig uitbetaald door de strijdkrachten tot welke het behoort of bij welke het in dienst is, met dien verstande, dat de vrijstelling, krachtens dit lid verleend aan zodanige leden of werknemers, niet wordt genoten met betrekking tot belasting geheven door de Staat waarvan zij onderdaan zijn.

2. Werknemers van een Geallieerd Hoofdkwartier behorende tot categorieën vastgesteld door de Noord-Atlantische Raad, worden vrijgesteld van belastingen op de salarissen en emolumenten, aan hen uitbetaald door het Geallieerd Hoofdkwartier, in hun kwaliteit van zodanige werknemers. Elke Staat welke partij is bij dit Protocol kan echter een regeling treffen met het Geallieerd Hoofdkwartier, waarbij die Staat al haar onderdanen die deel uit zullen maken van de staf van het Geallieerd Hoofdkwartier, (behalve, indien die Staat zulks verlangt, alle onderdanen die geen verblijfplaats plegen te hebben op zijn grondgebied) in dienst neemt en toewijst aan het Geallieerd

Hoofdkwartier en de salarissen en emolumenten van zodanige personen uit eigen middelen, volgens een door die Staat vastgestelde loonschaal, uitbetaalt. Van op deze wijze uitbetaalde salarissen en emolumenten kan belasting worden geheven door de betrokken Staat maar zij worden vrijgesteld van belastingheffing door de andere partijen. Indien zulk een regeling is aangegaan door een Staat welke partij is bij dit Protocol, en vervolgens gewijzigd of beëindigd wordt, zijn de Staten welke partij zijn bij dit Protocol niet langer, krachtens de eerste volzin van dit lid, verplicht de salarissen en emolumenten uitbetaald aan hun onderdanen vrij te stellen van belasting.

Artikel 8

1. Teneinde de vestiging, de bouw, de instandhouding en de werkzaamheden van Geallieerde Hoofdkwartieren te vergemakkelijken wordt aan deze Hoofdkwartieren zoveel mogelijk vrijstelling verleend van rechten en heffingen welke uitgaven betreffen, door hen gedaan in het belang van de gemeenschappelijke verdediging en uitsluitend ten behoeve van hun officiële werkzaamheden. Elke Staat welke partij is bij dit Protocol zal in onderhandeling treden met elk Geallieerd Hoofdkwartier dat in zijn gebied werkzaam is, met het doel een overeenkomst te sluiten ter uitvoering van deze bepaling.

2. Een Geallieerd Hoofdkwartier heeft de krachtens artikel XI van het Verdrag aan een krijgsmacht verleende rechten, met inachtneming van dezelfde voorwaarden.

3. De bepalingen van de leden 5 en 6 van artikel XI van het Verdrag zijn niet van toepassing op onderdanen van de Staten van verblijf, tenzij deze onderdanen behoren tot de strijdkrachten van een Staat welke partij is bij dit Protocol en welke niet de Staat van verblijf is.

4. De uitdrukking „rechten en heffingen” in dit artikel omvat niet de heffingen terzake van bewezen diensten.

Artikel 9

Behalve voor zover de Noord-Atlantische Raad anders mocht beslissen:

(a) worden activa ten laste van de kapitaalrekening van de begroting verworven door aanwending van de internationale middelen van een Geallieerd Hoofdkwartier en niet langer benodigd door dat Hoofdkwartier, vervreemd ingevolge de regelingen goedgekeurd door de Noord-Atlantische Raad en wordt de opbrengst verdeeld tussen of geboekt ten gunste van de Staten welke partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag, in de verhouding waarin zij hebben bijgedragen in de kapitaalsuitgaven van het Hoofdkwartier. De Staat van verblijf heeft recht van voorkeur bij het verwerven van enig onroerend goed dat op deze wijze op zijn grondgebied wordt vervreemd, mits deze Staat geen ongunstiger voorwaarden biedt dan die welke worden geboden door derden;

(b) moeten alle terreinen, gebouwen of vaste installaties, door de Staat van verblijf kosteloos (of tegen een nominale prijs) aan een Geallieerd Hoofdkwartier in gebruik gegeven en niet langer benodigd door dit Hoofdkwartier, aan de Staat van verblijf worden teruggegeven, en moet elke uit het gebruik door het Hoofdkwartier voortvloeiende waardevermeerdering of waardevermindering van de eigendommen die door de Staat van verblijf zijn verschaft, na te zijn vastgesteld door de Noord-Atlantische Raad (met inachtneming van de op deze materie van toepassing zijnde wetten van de Staat van verblijf) worden verdeeld onder, of geboekt ten gunste of ten laste van de Staten welke partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag in de verhouding waarin zij hebben bijgedragen in de kapitaalsuitgaven van het Hoofdkwartier.

Artikel 10

Elk Algemeen Hoofdkwartier bezit rechtspersoonlijkheid; het is bevoegd overeenkomsten aan te gaan en eigendommen te verwerven en te vervreemden. De Staat van verblijf kan echter de uitoefening van een zodanige bevoegdheid onderwerpen aan speciale regelingen tussen die Staat en het Algemeen Hoofdkwartier of een ondergeschikt Geallieerd Hoofdkwartier dat handelt in naam van het Algemeen Hoofdkwartier.

Artikel 11

1. Behoudens de bepalingen van artikel VIII van het Verdrag kan een Algemeen Hoofdkwartier als eiser of gedaagde in rechte optreden. De Staat van verblijf en het Algemeen Hoofdkwartier of een ondergeschikt Geallieerd Hoofdkwartier dat daartoe gemachtigd is door het Algemeen Hoofdkwartier, kunnen echter overeenkomen dat de Staat van verblijf namens het Algemeen Hoofdkwartier zal optreden voor de rechtbanken van de Staat van verblijf in elk rechtsgeding waarin dit Hoofdkwartier partij is.

2. Tegen een Geallieerd Hoofdkwartier wordt geen maatregel van tenuitvoerlegging en geen maatregel gericht op de inbeslag-neming van of beslaglegging op zijn eigendommen en middelen genomen, behoudens voor de doeleinden omschreven in lid 6 (a) van artikel VII en in artikel XIII van het Verdrag.

Artikel 12

1. Om het in staat te stellen zijn internationale budget te hanteren, mag een Geallieerd Hoofdkwartier alle soorten valuta's bezitten en in iedere geldsoort rekeningen hebben.

2. De Staten welke partij zijn bij dit Protocol zullen op verzoek van een Geallieerd Hoofdkwartier het overmaken van de middelen van een zodanig Hoofdkwartier van het ene land naar het andere vergemakkelijken evenals het omzetten van elke in het bezit van een Hoofdkwartier zijnde valuta in enige andere valuta, wanneer zulks nodig is om in de behoeften van een Geallieerd Hoofdkwartier te voorzien.

Artikel 13

Het archief en andere officiële documenten van een Geallieerd Hoofdkwartier, welke worden bewaard in percelen welke in gebruik zijn bij deze Hoofdkwartieren of die in het bezit zijn van behoorlijk gemachtigde leden van het Hoofdkwartier, zijn onschendbaar, tenzij het Hoofdkwartier afstand gedaan heeft van deze immuniteit. Op verzoek van de Staat van verblijf en in tegenwoordigheid van een vertegenwoordiger van die Staat zal het Hoofdkwartier de aard van de documenten vaststellen om te bevestigen dat zij recht hebben op de onschendbaarheid ingevolge dit artikel.

Artikel 14

1. Bij besluit van de Noord-Atlantische Raad kunnen dit Protocol en het Verdrag, in hun geheel of voor een deel, worden toegepast op een internationaal militair hoofdkwartier of organisatie (niet begrepen in de leden (b) en (c) van artikel 1 van dit Protocol), ingesteld uit hoofde van het Noord-Atlantisch Verdrag.

2. Wanneer de Europese Defensie Gemeenschap tot stand komt kan dit Protocol worden toegepast op het aan een Geallieerd Hoofdkwartier verbonden personeel van de Europese Defensie strijdkrachten en op hun gezinsleden op een zodanig tijdstip en op een zodanige wijze als zal worden bepaald door de Noord-Atlantische Raad.

Artikel 15

Alle geschillen tussen de Staten welke partij zijn bij dit Protocol, of tussen zodanige Staten en een Geallieerd Hoofdkwartier, met betrekking tot de uitlegging of de toepassing van het Protocol worden beslecht door onderhandelingen tussen de partijen in het geschil, zonder beroep op enig rechterlijk orgaan buiten de organisatie van het Noord-Atlantisch Verdrag. Behalve waar in dit Protocol of in het Verdrag uitdrukkelijk het tegendeel is bepaald worden geschillen, die niet door rechtstreekse onderhandeling kunnen worden beslecht, verwezen naar de Noord-Atlantische Raad.

Artikel 16

1. De artikelen XV en XVII tot XX van het Verdrag zijn ten aanzien van dit Protocol van toepassing alsof zij er een integrerend deel van uitmaken, doch op zodanige wijze, dat ten aanzien van het Protocol herziening, opschorting, bekrachtiging, toetreding, opzegging of uitbreiding in overeenstemming met deze bepalingen kan geschieden onafhankelijk van het Verdrag.

2. Dit Protocol kan worden aangevuld bij bilaterale overeenkomst tussen de Staat van verblijf en een Algemeen Hoofdkwartier, en de autoriteiten van een Staat van verblijf en een Algemeen Hoofdkwartier kunnen overeenkomen om vóór het tijdstip van bekrachti-

ging langs administratieve weg die bepalingen van dit Protocol of van het Verdrag van toepassing te doen zijn, welke de Staat van verblijf heeft besloten ten uitvoer te leggen.

Ten blijk van waarvan de ondergetekende gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de achtentwintigste Augustus 1952 in de Engelse en in de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat nedergelegd zal worden in het archief van de Regering der Verenigde Staten van Amerika. De Regering van de Verenigde Staten van Amerika zal gewaarmerkte afschriften hiervan doen toekomen aan alle ondertekenende en toetredende Staten.

(Voor de ondertekeningen zie onder de Franse en de Engelse tekst, blz. 14 e.v.)

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal, ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Protocol is voorzien in artikel 16, lid 1, waar onder meer verwezen wordt naar artikel XVIII, lid 1, van het op 19 Juni 1951 te Londen gesloten Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag, nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten.

G. INWERKINGTREDING

Het Protocol zal ingevolge artikel 16, lid 1, waar onder meer verwezen wordt naar artikel XVIII, lid 2, van het op 19 Juni 1951 te Londen gesloten Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, in werking treden dertig dagen nadat akten van bekrachtiging door vier Staten zullen zijn nedergelegd.

J. GEGEVENS

Van het op 19 Juni 1951 te Londen gesloten Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, bij hetwelk het Protocol behoort, is de tekst geplaatst in *Trbl.* 1951 No. 114 en de vertaling in *Trbl.* 1953 No. 10.

Voor het op 4 April 1949 te Washington gesloten Noord-Atlantisch Verdrag zie *Trbl.* 1951 No. 66, 1952 No. 38 en 1953 No. 8.

Van het op 17 October 1951 te Londen gesloten Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag inzake de toetreding van het Koninkrijk Griekenland en de Republiek Turkije is de tekst geplaatst in *Trbl.* 1951 No. 153 en de vertaling in *Trbl.* 1952 No. 39.

Van het op 20 September 1951 te Ottawa gesloten Verdrag nopens de rechtspositie van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen en van haar internationale staf, is de tekst geplaatst in *Trbl.* 1951 No. 139 en de vertaling in *Trbl.* 1953 No. 9.

Van het op 27 Mei 1952 te Parijs gesloten Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag nopens de garanties, door de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag gegeven aan de Staten die deel uitmaken van de Europese Defensie Gemeenschap, is de tekst geplaatst in *Trbl.* 1952 No. 132 en de vertaling in *Trbl.* 1952 No. 163.

Uitgegeven de *zeven en twintigste* Januari 1953.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. W. BEYEN.